

## Le Canada organise un atelier de spécialistes en sismologie



Des participants à l'atelier du Groupe d'experts scientifiques qui a eu lieu en novembre.

Le moratoire russe, français et américain sur les essais nucléaires, actuellement en vigueur et appuyé par un appel du Congrès américain à une interdiction totale des essais (CTB) d'ici à 1996, a servi de toile de fond à l'atelier organisé du 17 au 22 novembre par le Programme de recherches sur la vérification d'AECEC et dont l'hôte était Énergie, Mines et Ressources Canada. Des sismologues de 19 pays se sont réunis à Montebello (Québec) pour engager les premiers débats importants, axés primordialement sur la conception et la mise en oeuvre d'un sys-

tème mondial de surveillance pour la vérification de l'CTB. Les participants étaient des membres du Groupe d'experts en sismologie (GES), qui a terminé récemment une expérience détaillée réalisée sur plusieurs années et faisant appel à un échange et à un traitement, au plan international, de données sismiques. À l'issue de cet essai, le GES a conclu qu'il est possible, techniquement, de créer un réseau mondial de sismologie, pour assurer une vérification appropriée du respect d'une CTB.

À Montebello, les experts ont examiné les aspects pratiques d'un réseau mondial

de surveillance. Ils se sont penchés sur les questions relatives à la création et au choix de centres nationaux de données sismiques, ainsi qu'aux rapports entre ces derniers, en vue de mettre sur pied un Centre international de données pour la vérification de l'CTB. Ils ont aussi discuté de formules pour un tel réseau et des coûts s'y rapportant. L'atelier faisait suite aux propos du Premier ministre Mulroney qui venait de réaffirmer que l'CTB est une priorité canadienne, et visait à aider le GES à s'acquitter de son mandat, c'est-à-dire de progresser rapidement pendant la prochaine session de la Conférence du désarmement.

## Création d'un concours pour la sécurité coopérative

Le 27 juillet, la SEAE, l'honorable Barbara McDougall, a annoncé la création d'un Concours pour la sécurité coopérative, qui disposera d'un budget annuel de 2,1 millions de dollars. Le programme servira à financer des projets qui contribueront à accroître la connaissance et la compréhension de la sécurité coopérative ainsi qu'à favoriser le débat public à ce sujet. M<sup>me</sup> McDougall a aussi annoncé la création d'un programme de bourses d'études en sécurité coopérative, d'une valeur annuelle de 200 000 dollars.

«Le gouvernement croit fermement que le dialogue et la coopération aux niveaux bilatéral et multilatéral et dans tous les aspects des relations entre États favorisent la paix et la sécurité internationale, a déclaré M<sup>me</sup> McDougall. La création de ces nouveaux programmes nous permettra d'ap-

porter notre contribution aux études et aux projets qui visent une meilleure compréhension des questions liées à la sécurité coopérative, et qui encouragent des actions concrètes dans ce domaine.»

La création des deux programmes fait suite à l'engagement pris par le gouvernement, dans son budget de février dernier, de réduire les dépenses. En effet, une partie des ressources sont transférées de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale (ICPSI), maintenant fermé, à AECEC. Le Concours bénéficie aussi de sommes qui allaient précédemment au Fonds pour le désarmement d'AECEC. La suppression et le regroupement de certains programmes permettront de réaliser d'importantes économies.

M<sup>me</sup> McDougall a par ailleurs annoncé le transfert du fonds de la bibliothèque et

de la banque de données connexe de l'ICPSI au Collège d'état-major et de commandement des Forces canadiennes à Toronto. Le Collège se chargera de la tenue et de l'expansion du fonds, et veillera à ce que les universitaires et le public continuent à avoir accès à la bibliothèque.

L'aide fournie par le Programme est essentiellement destinée aux projets de recherche, aux publications, aux conférences et aux séminaires. Les dates limites de candidature sont le 30 avril pour le concours du mois d'août, et le 31 octobre pour le concours du mois de février. Pour obtenir des précisions supplémentaires, veuillez communiquer avec les responsables du : Concours Sécurité coopérative, 55, rue Metcalfe, suite 1180, Ottawa (Ontario), K1P 6L5. Tél. : (613) 233-4448. Télécopieur : (613) 238-2062.